



PRÉFET DU BAS-RHIN

Direction de la Coordination des Politiques Publiques  
et de l'Appui Territorial  
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique



COPIE

SCANUD67

AG

ARRÊTÉ

du 8 FEV. 2018

complétant les prescriptions associées à l'autorisation d'exploiter les installations  
de la société GDE METALIFER situées 3a, route du Rohrschollen à STRASBOURG.

Contrôle de la radioactivité des déchets entrants.

Le Préfet de la Région Grand Est  
Préfet de la zone de défense et de sécurité Est  
Préfet du Bas-Rhin

VU le code de l'environnement et notamment son article R 181-45,

VU la circulaire du 30 juillet 2003 relative aux procédures à suivre en cas de déclenchement de portique de détection de radioactivité sur les centres d'enfouissement technique, les centres de traitement par incinération, les sites de récupération de ferrailles et les fonderies ;

VU l'arrêté préfectoral du 4 avril 2005 autorisant l'extension des installations de la société SERTIC (anct ABC Déchets) à STRASBOURG – Titre Ier du livre V du Code de l'Environnement ;

VU l'arrêté de prescriptions complémentaires du 20 juin 2006 autorisant la poursuite de l'exploitation des installations de récupération et de traitement des métaux Société SERTIC S.A.S à STRASBOURG ;

VU l'arrêté modificatif du 22 novembre 2006 rectifiant les prescriptions de l'arrêté de prescriptions complémentaires du 20 juin 2006 autorisant la poursuite de l'exploitation des installations de récupération et de traitement des métaux Société SERTIC S.A.S à STRASBOURG ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 octobre 2011 prescrivant des dispositions complémentaires à la société RECYLUX S.A.S Route du Rohrschollen à STRASBOURG ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 janvier 2014, portant agrément des installations de broyage de véhicules hors d'usage exploitées par la société GDE – METALIFER Groupe ECORE, sur son site du 3a route du Rohrschollen à STRASBOURG (Agrément n° PR6700003B) ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 janvier 2014, portant agrément des installations de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage exploitées par la société GDE – METALIFER Groupe ECORE, sur son site du 3a route du Rohrschollen à STRASBOURG (Agrément n° PR6700003D) ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 19 janvier 2015, fixant des prescriptions complémentaires à la société GDE – METALIFER Groupe ECORE, 3a route du Rohrschollen à STRASBOURG concernant les garanties financières au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 19 décembre 2017 ;

L'exploitant consulté,

CONSIDÉRANT la nécessité de prévenir la contamination radioactive des métaux recyclés,

CONSIDÉRANT que les dispositions des arrêtés préfectoraux susvisés correspondant à cet enjeu sont peu détaillées en la matière et nécessitent d'être revues en référence aux bonnes pratiques en la matière,

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1**

Les prescriptions associées à l'autorisation délivrée par l'arrêté préfectoral du 4 avril 2005 autorisant l'extension des installations exploitées par la société SERTIC (anciennement ABC Déchets) aujourd'hui GDE – METALIFER Groupe ECORE, situées 3a route du Rohrschollen à 67000 STRASBOURG sont modifiées et complétées par les dispositions précisées dans l'article 2 ci-après.

### **Article 2**

Les dispositions du dernier paragraphe de l'article 10.1 de l'arrêté préfectoral modificatif du 22 novembre 2006 rectifiant les prescriptions de l'arrêté de prescriptions complémentaires du 20 juin 2006 autorisant la poursuite de l'exploitation des installations de récupération et de traitement des métaux Société SERTIC S.A.S à STRASBOURG sont abrogées et remplacées par les suivantes :

#### ***« 10.1.1 - Contrôle de la radioactivité des arrivages »***

##### **Dispositions générales - consignes**

*Tout chargement entrant dans le site fait l'objet d'un contrôle de sa radioactivité à l'aide d'un appareil adapté au mode de transport du livreur. Cet appareil déclenche une alarme au poste de réception correspondant.*

Une consigne établie par l'exploitant et affichée aux postes de réception définit la conduite à tenir lors du déclenchement d'une alarme par le détecteur. Cette consigne est portée à la connaissance des personnes des postes de réception et à celle de tous les agents susceptibles d'intervenir. Ses termes sont l'objet d'une formation initiale, de rappels et d'exercices périodiques enregistrés.

La consigne, pour la rédaction de laquelle l'exploitant pourra s'appuyer sur les dispositions de la circulaire du 30 juillet 2003 relative aux procédures à suivre en cas de déclenchement de portique de détection de radioactivité sur les centres d'enfouissement technique, les centres de traitement par incinération, les sites de récupération de ferrailles et les fonderies, définit au moins :

- les modalités de confirmation de l'alarme,
- la conduite à tenir lorsque l'alarme est due au chauffeur ou au véhicule,
- les modalités d'isolement du véhicule sur le site,
- les modalités de recherche et d'extraction de l'objet radioactif,
- les périmètres de sécurité à mettre en place,
- les modalités d'entreposage de l'objet sur le site d'ici à son enlèvement.

Elle liste les personnes à prévenir, avec leurs coordonnées : personne compétente en radioprotection, intervenant extérieur qualifié, administrations et organismes compétents y compris pour l'élimination du déchet.

Les déclenchements d'alarme sont enregistrés avec leur raison identifiée. Le registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

### Équipements

L'exploitant dispose sur le site :

- d'un emplacement dégagé à tout moment permettant l'isolement d'un chargement, le plus à l'écart possible des postes de travail fixes et de la limite de propriété,
- d'un radiamètre portable, notamment pour l'établissement d'un périmètre de sécurité,
- de bâches pour le déchargement et le tri au sol des chargements,
- de récipients permettant de conditionner les objets radioactifs, et d'étiquettes,
- d'un local de stockage ventilé fermant à clef et placé dans le champ des dispositifs de surveillance du site en l'absence de personnel, dans lequel les objets radioactifs sont stockés jusqu'à leur enlèvement.

### Conduite à tenir, personnes à prévenir en cas de détection confirmée d'un objet radioactif

Si l'appareil de contrôle du chargement affiche une mesure égale ou supérieure à 50 fois son bruit de fond, le véhicule doit être immédiatement isolé, et l'affaire traitée sans délai. Il en sera de même pour l'information du préfet, de l'inspection des installations classées, de l'ASN.

Si l'appareil de contrôle du chargement enregistre une valeur ne dépassant pas 50 fois son bruit de fond, le degré d'urgence est à apprécier en se basant sur une mesure du débit de dose effectuée avec un radiamètre portable, au contact de la benne transportant les déchets. Trois situations sont à retenir :

- *Jusqu'à 100 fois le bruit de fond ambiant mesuré au contact de la benne, la situation peut être traitée sans urgence. L'information de l'Inspection des installations classées peut se faire après intervention d'une société spécialisée.*
- *Entre 100 et 1000 fois le bruit de fond ambiant mesuré au contact de la benne, la situation doit être traitée rapidement. Il doit en être de même pour l'information de l'Inspection des installations classées et de l'ASN.*
- *Au-dessus de 1000 fois le bruit de fond ambiant mesuré au contact de la benne, la situation doit être traitée sans délai, avec un isolement immédiat du véhicule. L'Inspection des installations classées et l'ASN doivent être avertis immédiatement. »*

### **Article 3 -Publicité.**

Le présent arrêté est publié et affiché suivant les modalités prévues à l'article R. 181-44 du code de l'environnement.

### **Article 4 -Frais.**

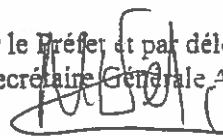
Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de la société GDE – METALIFER Groupe ECORE.

### **Article 5 -Exécution.**

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin, la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargé de l'Inspection des Installations Classées, le maire de Strasbourg, le Commandant du Groupement de Gendarmerie du Bas-Rhin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à la société GDE – METALIFER Groupe ECORE.

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation  
La Secrétaire Générale Adjointe



Nadia IDIRI

#### **Délais et voie de recours**

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de STRASBOURG :

L'exploitant peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification.

Les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, peuvent contester la légalité de la décision dans les quatre mois qui suivent le premier jour de sa publication ou de son affichage. A cet effet, ils peuvent saisir le tribunal administratif de Strasbourg d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'écologie. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).